

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Actif			Au 31/08/2021			Au 31/08/2020
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	13 789	13 789		3 616
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL		13 789	13 789		3 616
	Immobilisations corporelles	Terrains	161 812	99 715	62 096	2 481
		Constructions	12 814 440	7 629 251	5 185 189	5 854 224
		Inst.techniques, mat.out.industriels	331 451	269 243	62 208	82 200
		Immobilisations corporelles en cours	957 162		957 162	
		Avances et acomptes				
	TOTAL		14 264 867	7 998 210	6 266 656	5 938 905
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres	30 137	15 000	15 137	15 137	
TOTAL		30 137	15 000	15 137	15 137	
Total I		14 308 794	8 027 000	6 281 793	5 957 659	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	90 035	90 035		31 204
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	245 724		245 724	205 863
	TOTAL		335 760	90 035	245 724	237 067
	Divers	Valeurs mobilières de placement	200 365		200 365	200 365
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	289 773		289 773	885 192
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	9 318		9 318	8 546
Total II		835 218	90 035	745 182	1 331 172	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		15 144 012	8 117 036	7 026 976	7 288 831	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Passif		Au 31/08/2021	Au 31/08/2020
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 934 349	2 827 035
	Fonds propres complémentaires		78 708
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	32 490	28 606
	Situation nette (sous-total)	2 966 840	2 934 349
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	737 727	811 502
	Provisions réglementées		
Total I		3 704 567	3 745 852
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	15 305	
Total II		15 305	
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	36 668	37 941
Total III		36 668	37 941
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	2 820 220	3 082 257
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	221 568	159 622
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	119 521	123 099
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	62 469	89 163
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	46 654	50 895
Total IV		3 270 434	3 505 038
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		7 026 976	7 288 831
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

		Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois	Du 01/09/2019 Au 31/08/2020 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	37 594	35 470
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	11 879	3 904
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	888 048	1 966 399
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 828 382	509 389
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		6 534
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	96 760	67 970
	Utilisations des fonds dédiés	-15 305	
	Autres produits	242	1 520
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 847 601	2 591 188
	Achats de marchandises	17 422	6 148
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	780 371	834 579
	Aides financières	69 065	
	Impôts, taxes et versements assimilés	78 452	64 515
	Salaires et traitements	825 098	657 595
	Charges sociales	283 157	220 626
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	669 471	678 791
	Dotations aux provisions	77 364	144 258
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	4 748	5 074
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 805 152	2 611 589
1. Résultat d'exploitation (I-II)		42 449	-20 401

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

		Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois	Du 01/09/2019 Au 31/08/2020 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 261	7 520
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	6 261	7 520
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	57 806	64 830
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	57 806	64 830
2. Résultat financier (III-IV)		-51 545	-57 309
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-9 096	-77 711
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	682 78 074	33 003 73 367
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	78 757	106 370
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 117 34 053	52
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	37 170	52
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		41 586	106 317
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		2 932 620	2 705 079
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 900 129	2 676 472
EXCÉDENT OU DÉFICIT		32 490	28 606
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Annexe





KPMG Entreprises
Bureau de Saint Omer
47 avenue Clémenceau
CS 40055
62967 Longuenesse Cedex
France

Téléphone : +33 (0)3 21 11 01 50
Télécopie : +33 (0)3 21 11 01 51
Site internet : www.kpmg.fr

Association Avenir Agricole et Rural

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos
31 Aout 2021
Montants exprimés en EUR

Ce rapport contient 22 pages

Table des matières

1	Objet social	3
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	4
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	4
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	4
3	Principes et méthodes comptables	5
3.1	Principes généraux	5
3.1.1	Changement de méthode comptable	5
3.2	Principales méthodes comptables	6
4	Informations relatives aux postes du bilan	7
4.1	Actif immobilisé	7
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10
4.1.3	Immobilisations en cours	10
4.1.4	Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé	11
4.2	Actif circulant	11
4.2.1	Produits à recevoir	11
4.2.2	Charges constatées d'avance	11
4.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	12
4.4	Fonds propres	12
4.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	12
4.5	Fonds dédiés	14
4.5.1	Fonds dédiés	14
4.6	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	16
4.6.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	17
4.7	Dettes	17
4.7.1	Emprunts et autres dettes assimilés	17
4.7.2	Précisions sur d'autres dettes	18
4.8	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	19
5	Informations relatives au Compte de résultat	20
5.1	Produits du compte de résultat	20
5.1.1	Produits exceptionnels	20
5.1.2	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	20
5.2	Charges du compte de résultat	20



5.2.1	Charges exceptionnelles	20
6	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	21
6.1	Engagements financiers donnés et reçus	21

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : dispense, au travers de l'établissement dont elle est responsable, un enseignement et une formation professionnelle agricoles qui ont pour objet d'assurer, en les associant, une formation générale et une formation technologique et professionnelle dans les métiers de l'agriculture ainsi que dans d'autres métiers concourant au développement de ceux-ci.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- la première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- Les biens immobilisés au cours de l'exercice se sont élevés à 36 K€, composés de :
 - Matériels destinés aux autres activités 24 K€
 - Matériel pour le personnel administratif 12 K€
- Les immobilisations en cours s'élèvent à 957 K€ et concernent les travaux de réaménagement des laboratoires.
- Mise en place de la réforme du financement de l'apprentissage qui a favorisé le développement de cette voie de formation
- Mise en place de bourses ERASMUS dans le cadre de la mobilité européenne
- Renégociation des emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE, avec reprise de l'encours par la BANQUE POSTALE
- Départ en retraite de Mme DELATTRE Martine, ancienne directrice de l'établissement, en juillet 2021
- Aide financière octroyée à l'établissement d'Orvilliers Sorel pour un montant de 69 065 €
- Changement de logiciel comptable
- Impact de la crise COVID 19 : le contexte sanitaire lié au COVID 19 a perturbé le fonctionnement de l'établissement. L'expérience précédente obtenue suite au 1^{er} confinement et à l'arrêt complet de l'activité de mars à juin 2020 a permis d'activer rapidement un mode de fonctionnement en distanciel pour le second confinement (automne 2020) et troisième confinement (printemps 2021).
La rentrée scolaire 2020-2021 a pu se tenir en présentiel, et ceux en respectant les protocoles en vigueur à cette date. Puis du 22 mars 2021 au 16 avril 2021, des jauges ont été imposées. L'enseignement a fait l'objet d'une répartition présentiel/distanciel à la semaine et par classes.

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Postérieurement à la clôture de l'exercice :

- un emprunt d'1 000 K€ est en cours de déblocage auprès de la banque postale pour le financement des travaux des laboratoires. Cet événement a son origine antérieurement à la clôture de l'exercice.
- Mise en place d'une comptabilité analytique via le nouveau logiciel CHARLEMAGNE

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1.1 Changement de méthode comptable

Première application du règlement ANC n°2018-06

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

En application de l'obligation prévue par le nouveau règlement, les changements suivants sont appliqués rétrospectivement

- Les montants inscrits précédemment en compte hors-bilan relatifs aux biens reçus par legs ou donations **non encore réalisés** ont été reclassés, à l'ouverture de ce premier exercice d'application dans les comptes de bilan,
- Le poste comprenant le montant des subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables a été modifié à l'ouverture de l'exercice afin de présenter celui-ci avec le montant net des subventions perçues déduction des reprises au compte de résultat qui auraient été comptabilisées, au rythme des amortissements des immobilisations financées, si le règlement ANC n°2018-06 était appliqué antérieurement lors de l'attribution de ces subventions (méthode retenue généralement, et par notre entité, sachant que le PCG offre aussi la possibilité de comptabiliser les subventions directement dans le résultat dès l'exercice de leur acquisition) .

Postes impactés, incidence de la première application du règlement ANC n°2018-06 sur les comptes à l'ouverture de l'exercice

Les impacts à l'ouverture de l'exercice sont les suivants

- Passif autres que le poste « Report à nouveau » :
 - Le reclassement des subventions de biens « renouvelables » (compte 102600) en comptes de subvention d'investissement (131000) avec

reprise au compte de résultat, au rythme de l'amortissement des biens concernés

- Fonds dédiés 15 306 €

3.2 Principales méthodes comptables

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices
- Comptabilisation selon la méthode des coûts historiques

4 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

4.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	16 898	-	3 108	-	13 790
Immobilisations corporelles	Terrains	2 481	-	9 116	-168 448	161 813
	Constructions	12 538 154	-	-	168 448	12 814 441
	Install. Tech., mat., outillage	307 582	36 444	92 472	-2 212	277 470
	Install. générales, ag. Am. divers	482 205	-	5 604	-468 439	8 162
	Matériel de transport	45 820	-	-	-	45 820
	Mat bur., informatique, mobilier	2 212	-	-	2 212	-
	Immo. Corp. En cours	-	957 162	-	-	957 162
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	13 378 455	993 606	107 193	-468 439	14 264 867
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	30 137	-	-	-	30 137
	Total IV	30 137	-	-	-	30 137
Total général		13 425 489	993 606	110 301	-468 439	14 308 794

Les virements de poste à poste sont issus de l'application de la classification du nouveau plan comptable.

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	13 281	3 617	3 108	13 790
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-99 716	99 716
	Constructions	6 683 930	632 721	108 832	7 629 251
	Install. Tech., mat., outillage	276 474	17 334	90 261	228 500
	Install. générales, ag. Am. divers	450 557	791	-427 803	7 694
	Matériel de transport	26 377	6 672	-	33 049
	Mat bur., informatique, mobilier	2 211	-	2 211	-
	Immo. Greuées de droits	-	-	-	-
	Total III	7 439 549	657 518	-326 214	7 998 211
Total général		7 452 830	661 135	-323 106	8 012 000

4.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 25 ans
Installations techniques	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel d'exploitation	Linéaire	3 à 8 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Total		

4.1.3 Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours s'élèvent à 957 K€ et sont constitués par les travaux pour les laboratoires.

4.1.4 *Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé*

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	15 000	-	-	15 000
TOTAL	15 000	-	-	15 000

Parmi les immobilisations financières, figurent des parts de la SCI ENGRAIN, propriétaire de l'immeuble du Lycée de Bavay pour un montant de 30 000 €. Une dépréciation de ces parts a été constaté sur l'exercice précédent à hauteur de 15 000 €. Il n'y pas eu lieu d'ajuster cette dépréciation.

4.2 *Actif circulant*

4.2.1 *Produits à recevoir*

Les produits à recevoir au 31 août 2021 s'élèvent à 232 679 € et se décomposent en :

- Subvention AVSI	5 303 €
- Formation 6 SVN	21 358 €
- Formation continue entreprise 4 ADVF	20 828 €
- Apprentissage contrat « stock »	106 075 €
- Prépa-apprentissage	44 687 €
- Apprentissage OPCO	33 531 €
- Divers	897 €

4.2.2 *Charges constatées d'avance*

Les charges constatées d'avance sont les suivantes :

— Assurance	6 943 €
— Maintenance	1 655 €
— Cotisation	459 €
— Location	156 €

4.3 *Tableau des dépréciations de l'Actif*

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	101 349	40 696	52 010	90 036
Autres	-	-	-	-
TOTAL	101 349	40 696	52 010	90 036

Une provision pour dépréciation est constatée pour l'ensemble des comptes familles et des comptes clients débiteurs à la date de clôture de l'exercice.

4.4 *Fonds propres*

4.4.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Première application du règlement n°2018-06 (et le cas échéant du règlement n°2019-04) applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	IMPACT DU CHANGEMENT DE REGLEMENT COMPTABLE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	2 827 035	78 708	28 607			2 934 349
Fonds propres avec droit de reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »						
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée »						
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	28 607		- 28 607	32 490		32 490
Situation nette (sous-total)	2 855 642		0	32 490		2 966 840
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	811 502				73 775	737 727
Provisions réglementées						
TOTAL	3 745 852		0	32 490	73 775	3 704 567

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

4.5 Fonds dédiés

4.5.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
En application de l'article 132-1, le solde du compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent l'exercice de première application du présent règlement a été transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture du premier exercice d'application du présent règlement.
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

**Première application du règlement n°2018-06 (et le cas échéant du règlement n°2019-04)
applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020**

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations Subvention ERASMUS						15 306	
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (2)							
Contributions pour renouvellement des immobilisations							
Autres contributions financières affectées (1)							
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Ressources liées à la générosité du public (1)							
TOTAL						15 306	

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

4.5.1.1 Subventions d'exploitation

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Situations Ressources	Montant total (2)	Au début de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	En fin d'exercice
Subvention (1)					
Erasmus fonds POLOGNE			14 260		14 260
Erasmus fonds Graines d'Europe			1 046		1 046
Total			15 306		15 306

4.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	37 941	36 668	37 941	36 668
Total	37 941	36 668	37 941	36 668

4.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	36 668		36 668
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

— Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

— La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé 62 ans
- Taux d'actualisation : 0.67%
- Taux de charges sociales : 36%
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0%

4.7 Dettes

4.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

4.7.1.1 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Répartition des échéances :

€	Total	à 1 an	De 1 à 5 ans	à + de 5 ans
Capital restant à rembourser	2 819 019	329 728	1 366 291	1 123 000

Un emprunt de 1 825 318 € a été contracté auprès de la banque Postale pour rembourser l'emprunt du crédit agricole pour lequel le capital restant dû s'élevait à 1 790 715 €. Le

remboursement anticipé de l'emprunt du crédit agricole a engendré des indemnités financières de 34 053 €.

4.7.2 *Précisions sur d'autres dettes*

4.7.2.1 *Produits constatés d'avance*

A la clôture de l'exercice les produits constatés d'avance concernent les subventions de fonctionnement à hauteur de 46 654 €.

4.7.2.2 *Charges à payer*

Les charges à payer rattachées aux postes de dettes se composent de :

Charges à payer	Montant
Intérêts courus sur emprunts	1 079 €
Factures fournisseurs non parvenues	83 902 €
Personnel, charges à payer	9 325 €
Etat, charges fiscales à payer	32 113 €

4.8 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres				Emprunts obligataires convertibles (2)(3) Autres emprunts obligataires (2)(3) Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont : - à 1 an au maximum à l'origine - à plus de 1 an à l'origine				
Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres Charges constatées d'avance	90 035 245 724 9 319	90 035 245 724 9 319		Emprunts et dettes financières divers (2) (3) Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés Autres dettes (3) Produits constatés d'avance	2 820 220 221 568 119 521 62 469 46 654	330 929 221 568 119 521 62 469 46 654	1 366 291	1 123 000
TOTAL	345 075	345 075		TOTAL	3 270 434	781 141	1 366 291	1 123 000
(1) Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice (3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)	1 825 318 2 088 556			

5 Informations relatives au Compte de résultat

5.1 Produits du compte de résultat

5.1.1 Produits exceptionnels

Frais de recouvrement : 320 €

Produits sur exercices antérieurs : 362 €

Produits de cession de matériels : 4 300 €

Quote part de subvention virée au compte de résultat : 73 775 €

5.1.2 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises

— Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs ou donations destinés à être cédés : 52 010 €

— Sur provisions pour risques et charges : 37 941 €

Transferts de charges

— Transfert de charges administratives : 579 €

— Remboursement d'assurances : 5 133 €

— Dégâts refacturés : 649 €

— Remboursements de formations : 450 €

5.2 Charges du compte de résultat

5.2.1 Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles diverses : 3 117 €

Pénalité pour remboursement d'emprunt anticipé : 34 053 €

6 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

6.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Promesse d'hypothèques	993 701	
Engagements consentis de manière conditionnelle		

In Extenso

In Extenso Nord Audit

Parc d'Entreprises de l'Horlogerie
Rue de l'Horlogerie
BP 80164
62403 Béthune cedex

Tél. : +33 (0)3 21 64 70 30
bethune@inextenso.fr
www.inextenso.fr

SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

52 ROUTE D'ISBERGUES
62120 AIRE SUR LA LYS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

In Extenso Nord Audit
Parc d'Entreprises de l'Horlogerie
Rue de l'Horlogerie
BP 80164
62403 Béthune cedex

Tél. : +33 (0)3 21 64 70 30
bethune@inextenso.fr
www.inextenso.fr

SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

52 ROUTE D'ISBERGUES
62120 AIRE SUR LA LYS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2021

A l'Assemblée Générale de l'association SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SYNDICAT AVENIR AGRICOLE ET RURAL DE LA VALLEE DE LA LYS relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



.../...

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans les notes suivantes de l'annexe des comptes annuels :

- « Faits caractéristiques de l'exercice » relative aux incidences liées aux mesures de contraintes prises par le Gouvernement pour faire face à la crise sanitaire liée au Coronavirus.
- « Changement de méthode comptable » relative au changement de règlement comptable ANC 2018-06.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation à la clôture et le rattachement à l'exercice des produits de fonctionnement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 20 décembre 2021 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



.../...

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

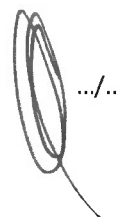
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



.../...

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Béthune, le 3 janvier 2022

Le Commissaire aux Comptes
In Extenso Nord Audit



Philippe CHOTEAU

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Actif		Au 31/08/2021			Au 31/08/2020
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	13 789	13 789		3 616
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	13 789	13 789		3 616
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	161 812	99 715	62 096	2 481
Actif circulant	Constructions	12 814 440	7 629 251	5 185 189	5 854 224
	Inst. techniques, mat. out. industriels	331 451	269 243	62 208	82 200
	Immobilisations corporelles en cours	957 162		957 162	
	Avances et acomptes				
	TOTAL	14 264 867	7 998 210	6 266 656	5 938 905
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres	30 137	15 000	15 137	15 137
	TOTAL	30 137	15 000	15 137	15 137
	Total I	14 308 794	8 027 000	6 281 793	5 957 659
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	90 035	90 035		31 204
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	245 724		245 724	205 863
	TOTAL	335 760	90 035	245 724	237 067
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	200 365		200 365	200 365
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	289 773		289 773	885 192
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	9 318		9 318	8 546
	Total II	835 218	90 035	745 182	1 331 172
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	15 144 012	8 117 036	7 026 976	7 288 831
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

Passif		Au 31/08/2021	Au 31/08/2020
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	2 934 349	2 827 035
	Fonds propres complémentaires		78 708
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)		32 490	28 606
Situation nette (sous-total)		2 966 840	2 934 349
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	737 727	811 502
	Provisions réglementées		
Total I		3 704 567	3 745 852
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	15 305	
Total II		15 305	
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	36 668	37 941
Total III		36 668	37 941
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	2 820 220	3 082 257
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	221 568	159 622
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	119 521	123 099
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	62 469	89 163
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	46 654	50 895
Total IV		3 270 434	3 505 038
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		7 026 976	7 288 831
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

		Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois	Du 01/09/2019 Au 31/08/2020 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	37 594	35 470
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	11 879	3 904
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	888 048	1 966 399
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 828 382	509 389
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		6 534
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	96 760	67 970
	Utilisations des fonds dédiés	-15 305	
	Autres produits	242	1 520
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	2 847 601	2 591 188
	Achats de marchandises	17 422	6 148
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	780 371	834 579
	Aides financières	69 065	
	Impôts, taxes et versements assimilés	78 452	64 515
	Salaires et traitements	825 098	657 595
	Charges sociales	283 157	220 626
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	669 471	678 791
	Dotations aux provisions	77 364	144 258
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	4 748	5 074
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 805 152	2 611 589
1. Résultat d'exploitation (I-II)		42 449	-20 401

AVENIR AGRICOLE ET RURAL

		Du 01/09/2020 Au 31/08/2021 12 mois	Du 01/09/2019 Au 31/08/2020 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 261	7 520
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	6 261	7 520
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	57 806	64 830
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	57 806	64 830
2. Résultat financier (III-IV)		-51 545	-57 309
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-9 096	-77 711
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	682 78 074	33 003 73 367
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	78 757	106 370
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	3 117 34 053	52
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	37 170	52
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		41 586	106 317
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		2 932 620	2 705 079
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 900 129	2 676 472
EXCÉDENT OU DÉFICIT		32 490	28 606
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts : dispense, au travers de l'établissement dont elle est responsable, un enseignement et une formation professionnelle agricoles qui ont pour objet d'assurer, en les associant, une formation générale et une formation technologique et professionnelle dans les métiers de l'agriculture ainsi que dans d'autres métiers concourant au développement de ceux-ci.



2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- la première application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- Les biens immobilisés au cours de l'exercice se sont élevés à 36 K€, composés de :
 - Matériels destinés aux autres activités 24 K€
 - Matériel pour le personnel administratif 12 K€
- Les immobilisations en cours s'élèvent à 957 K€ et concernent les travaux de réaménagement des laboratoires.
- Mise en place de la réforme du financement de l'apprentissage qui a favorisé le développement de cette voie de formation
- Mise en place de bourses ERASMUS dans le cadre de la mobilité européenne
- Renégociation des emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE, avec reprise de l'encours par la BANQUE POSTALE
- Départ en retraite de Mme DELATTRE Martine, ancienne directrice de l'établissement, en juillet 2021
- Aide financière octroyée à l'établissement d'Orvilliers Sorel pour un montant de 69 065 €
- Changement de logiciel comptable
- Impact de la crise COVID 19 : le contexte sanitaire lié au COVID 19 a perturbé le fonctionnement de l'établissement. L'expérience précédente obtenue suite au 1^{er} confinement et à l'arrêt complet de l'activité de mars à juin 2020 a permis d'activer rapidement un mode de fonctionnement en distanciel pour le second confinement (automne 2020) et troisième confinement (printemps 2021).
La rentrée scolaire 2020-2021 a pu se tenir en présentiel, et ceux en respectant les protocoles en vigueur à cette date. Puis du 22 mars 2021 au 16 avril 2021, des jauges ont été imposées. L'enseignement a fait l'objet d'une répartition présentiel/distanciel à la semaine et par classes.

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Postérieurement à la clôture de l'exercice :

- un emprunt d'1 000 K€ est en cours de déblocage auprès de la banque postale pour le financement des travaux des laboratoires. Cet événement a son origine antérieurement à la clôture de l'exercice.
- Mise en place d'une comptabilité analytique via le nouveau logiciel CHARLEMAGNE



3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1.1 Changement de méthode comptable

Première application du règlement ANC n°2018-06

La première application du règlement ANC n°2018-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés. En effet aucun texte n'a autorisé une présentation avec effet rétroactif du bilan et du compte de résultat comme si le règlement ANC n°2018-06 avait été appliqué dans les comptes dès l'ouverture de l'exercice précédent.

En application de l'obligation prévue par le nouveau règlement, les changements suivants sont appliqués rétrospectivement

- Les montants inscrits précédemment en compte hors-bilan relatifs aux biens reçus par legs ou donations **non encore réalisés** ont été reclassés, à l'ouverture de ce premier exercice d'application dans les comptes de bilan,
- Le poste comprenant le montant des subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables a été modifié à l'ouverture de l'exercice afin de présenter celui-ci avec le montant net des subventions perçues déduction des reprises au compte de résultat qui auraient été comptabilisées, au rythme des amortissements des immobilisations financées, si le règlement ANC n°2018-06 était appliqué antérieurement lors de l'attribution de ces subventions (méthode retenue généralement, et par notre entité, sachant que le PCG offre aussi la possibilité de comptabiliser les subventions directement dans le résultat dès l'exercice de leur acquisition) .

Postes impactés, incidence de la première application du règlement ANC n°2018-06 sur les comptes à l'ouverture de l'exercice

Les impacts à l'ouverture de l'exercice sont les suivants

- Passif autres que le poste « Report à nouveau » :
 - Le reclassement des subventions de biens « renouvelables » (compte 102600) en comptes de subvention d'investissement (131000) avec



reprise au compte de résultat, au rythme de l'amortissement des biens concernés

- Fonds dédiés 15 306 €

3.2 Principales méthodes comptables

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices
- Comptabilisation selon la méthode des coûts historiques



4 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

4.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

17 janvier 2022 - Annexe 31.08.2021

7



- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 4.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.



Les virements de poste à poste sont issus de l'application de la classification du nouveau plan comptable.

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles				
Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles Total II	13 281	3 617	3 108	13 790
Amortissements corporelles				
Terrains	-	-	-99 716	99 716
Constructions	6 683 930	632 721	108 832	7 629 251
Install. Tech., mat., outillage	276 474	17 334	90 261	228 500
Install. générales, ag. Am. divers	450 557	791	-427 803	7 694
Matériel de transport	26 377	6 672	-	33 049
Mat bur., informatique, mobilier	2 211	-	2 211	-
Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III	7 439 549	657 518	-326 214	7 998 211
Total général	7 452 830	661 135	-323 106	8 012 000

4.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 25 ans
Installations techniques	Linéaire	7 à 10 ans
Matériel d'exploitation	Linéaire	3 à 8 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Total		

4.1.3 Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours s'élèvent à 957 K€ et sont constitués par les travaux pour les laboratoires.



4.1.4 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	15 000	-	-	15 000
TOTAL	15 000	-	-	15 000

Parmi les immobilisations financières, figurent des parts de la SCI ENGRAIN, propriétaire de l'immeuble du Lycée de Bavay pour un montant de 30 000 €. Une dépréciation de ces parts a été constatée sur l'exercice précédent à hauteur de 15 000 €. Il n'y pas eu lieu d'ajuster cette dépréciation.

4.2 Actif circulant

4.2.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir au 31 août 2021 s'élèvent à 232 679 € et se décomposent en :

- Subvention AVSI	5 303 €
- Formation 6 SVN	21 358 €
- Formation continue entreprise 4 ADVF	20 828 €
- Apprentissage contrat « stock »	106 075 €
- Prépa-apprentissage	44 687 €
- Apprentissage OPCO	33 531 €
- Divers	897 €



4.2.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont les suivantes :

— Assurance	6 943 €
— Maintenance	1 761 €
— Cotisation	459 €
— Location	156 €



4.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	101 349	40 696	52 010	90 036
Autres	-	-	-	-
TOTAL	101 349	40 696	52 010	90 036

Une provision pour dépréciation est constatée pour l'ensemble des comptes familles et des comptes clients débiteurs à la date de clôture de l'exercice.

4.4 Fonds propres

4.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Première application du règlement n°2018-06 (et le cas échéant du règlement n°2019-04) applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020



VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	IMPACT DU CHANGEMENT DE REGLEMENT COMPTABLE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSUMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	2 827 035	78 708	28 607			2 934 349
Fonds propres avec droit de reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »						
Report à nouveau des « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée »						
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	28 607		- 28 607	32 490		32 490
Situation nette (sous-total)	2 855 642		0	32 490		2 966 840
Fonds propres consommables						
Subventions d'investissement	811 502	78 708 - 78 708			73 775	737 727
Provisions réglementées						
TOTAL	3 745 852		0	32 490	73 775	3 704 567

(1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »



4.5 Fonds dédiés

4.5.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
En application de l'article 132-1, le solde du compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent l'exercice de première application du présent règlement a été transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture du premier exercice d'application du présent règlement.
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.





**Première application du règlement n°2018-06 (et le cas échéant du règlement n°2019-04)
applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020**

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations Subvention ERASMUS						15 306	
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (2)							
Contributions pour renouvellement des immobilisations							
Autres contributions financières affectées (1)							
Contributions financières d'autres organismes (1)							
Ressources liées à la générosité du public (1)							
TOTAL						15 306	

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »



4.5.1.1 Subventions d'exploitation

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Situations Ressources	Montant total (2)	Au début de l'exercice	Report (Augmentation)	Utilisation (Diminution)	En fin d'exercice
Subvention (1)					
Erasmus fonds POLOGNE			14 260		14 260
Erasmus fonds Graines d'Europe			1 046		1 046
Total			15 306		15 306

4.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous.

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	37 941	36 668	37 941	36 668
Total	37 941	36 668	37 941	36 668



4.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	36 668		36 668
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :
 - La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé 62 ans
- Taux d'actualisation : 0.67%
- Taux de charges sociales : 36%
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 0%

4.7 Dettes

4.7.1 Emprunts et autres dettes assimilés

4.7.1.1 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Répartition des échéances :

€	Total	à 1 an	De 1 à 5 ans	à + de 5 ans
Capital restant à rembourser	2 819 019	329 728	1 366 291	1 123 000

Un emprunt de 1 825 318 € a été contracté auprès de la banque Postale pour rembourser l'emprunt du crédit agricole pour lequel le capital restant dû s'élevait à 1 790 715 €. Le



remboursement anticipé de l'emprunt du crédit agricole a engendré des indemnités financières de 34 053 €.

4.7.2 Précisions sur d'autres dettes

4.7.2.1 Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice les produits constatés d'avance concernent les subventions de fonctionnement à hauteur de 46 654 €.

4.7.2.2 Charges à payer

Les charges à payer rattachées aux postes de dettes se composent de :

Charges à payer	Montant
Intérêts courus sur emprunts	1 079 €
Factures fournisseurs non parvenues	83 902 €
Personnel, charges à payer	14 304 €
Etat, charges fiscales à payer	32 113 €
Divers, charges à payer	207 €



4.8 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif			
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances		à plus 5 ans
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans	
Créances de l'actif immobilisé : Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres				Emprunts obligataires convertibles (2)(3) Autres emprunts obligataires (2)(3) Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont : - à 1 an au maximum à l'origine - à plus de 1 an à l'origine	2 820 220	330 929	1 366 291	1 123 000	
Créances de l'actif circulant : Créances Clients et Comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres Charges constatées d'avance	90 035 245 724 9 319	90 035 245 724 9 319		Emprunts et dettes financières divers (2) (3) Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés Dettes des legs ou donations Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés Autres dettes (3) Produits constatés d'avance	221 568 119 521 62 469 46 654	221 568 119 521 62 469 46 654			
TOTAL	345 075	345 075		TOTAL	3 270 434	781 141	1 366 291	1 123 000	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice (3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)	1 825 318 2 088 556				



5 Informations relatives au Compte de résultat

5.1 Produits du compte de résultat

5.1.1 Produits exceptionnels

Frais de recouvrement : 320 €

Produits sur exercices antérieurs : 362 €

Produits de cession de matériels : 4 300 €

Quote part de subvention virée au compte de résultat : 73 775 €

5.1.2 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises

— Sur dépréciation d'autres actifs, hors legs ou donations destinés à être cédés : 52 010 €

— Sur provisions pour risques et charges : 37 941 €

Transferts de charges

— Transfert de charges administratives : 579 €

— Remboursement d'assurances : 5 133 €

— Dégâts refacturés : 649 €

— Remboursements de formations : 450 €

5.2 Charges du compte de résultat

5.2.1 Charges exceptionnelles

Charges exceptionnelles diverses : 3 117 €

Pénalité pour remboursement d'emprunt anticipé : 34 053 €





6 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

6.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautiionnements		
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Promesse d'hypothèques	993 701	
Engagements consentis de manière conditionnelle		

